Pourrissement des élites

Pour une analyse du cas français

dimanche 5 avril 2020, par [Denis COLLIN](#)

Il n'y a pas de société sans élite. Ce constat est désagréable pour tous ceux qui, comme moi, tiennent l'égalité pour une vertu fondamentale. Mais c'est un fait. Nous ne pouvons guère nous passer de chefs capables de prendre des bonnes décisions sans trop tergiverser, de penseurs qui voient un peu plus loin que le bout de leur nez. Aucun État ne peut se passer d'un corps de fonctionnaires compétents, intègres et connaissant les lois et les techniques de l'administration. Qu'on le veuille ou non, toutes ces tâches ne peuvent être exercées par tous. Pour devenir un bon médecin, il faut beaucoup de temps et de connaissances et personne ne peut s'improviser médecin.

Le problème est bien connu : comment concilier l'idéal démocratique avec la nécessité que les élites gouvernent de fait. Il doit demeurer un libre jeu, conflictuel, entre le peuple et les grands, pour parler comme Machiavel. Les lois fondamentales doivent être adoptées par le peuple tout entier et les élites doivent être élues par le peuple et doivent lui rendre des comptes. La république idéale n'a pas d'autres principes. Le problème tient à ce que dans une société divisée en classes sociales aux intérêts divergents et même antagonistes, les élites sont sélectionnées par leur compétence, mais aussi et surtout par leur origine sociale. Ceux d'en haut finissent en haut ! Vilfredo Pareto a consacré un travail monumental à cette question en montrant les difficultés de la sélection des élites et la nécessité de la circulation des élites.

Si nous revenons maintenant à la situation française, il faut faire un constat terrible : celui de la décomposition accélérée des élites. En rajeunissant le personnel politique et en contribuant à l'éjection d'une bonne partie de la vieille classe politique, le macronisme a mis en lumière l'extraordinaire effondrement du niveau intellectuel des élites instruites dans notre pays. La bêtise crasse, la vulgarité, l'absence de tout sens moral et l'incompétence accablante dominant ces nouvelles élites, cette classe des « crétins éduqués » si bien caractérisée par Emmanuel Todd. Chaque jour, presque chaque heure, un des personnages haut placés du gouvernement profère quelque énormité qui va alimenter les réseaux sociaux. La porte-parole du gouvernement, Sibeth Ndiaye excelle dans ce domaine, mais elle s'est tout simplement mise dans les pas de son « Jupiter » dont les petites phrases sur les gens qui ne sont rien, les chômeurs qui n'ont qu'à traverser la rue, etc. ont donné le ton général. Lallement et Castaner, Aurore Bergé et Amélie de Montchalin, Élisabeth Borne qui les a dépassées (les bornes) en niant la nécessité pour les éboueurs d'avoir des masques, cette députée LREM, médecin de son état, qui affirme que gouvernement a volontairement menti sur les masques pour mieux obliger les Français à se laver les mains : la galerie des monstres n'en finit pas.

Transformations sociales du mode de production capitaliste

Il serait absurde de penser qu'un hasard malencontreux a permis à cette assemblée de prendre le pouvoir. Contrairement à l'idée que 99 % des citoyens s'opposeraient à 1 % de salopards, il faut admettre que la stratification sociale, les modes de formation et l'évolution technologique ont produit ces gens.

La France, c'est bien connu maintenant et nous le vérifions cruellement ces jours-ci, est un pays largement désindustrialisé — à la différence de nos voisins allemands et italiens (on oublie que la deuxième puissance industrielle de l'UE n'est pas la France, mais l'Italie). La désindustrialisation affaiblit le poids des élites scientifiques et techniques. À l'époque des Trente Glorieuses, l'appareil d'État était dominé par les « grands corps » issus des prestigieuses écoles d'ingénieurs (Polytechnique, Mines, Ponts et Chaussées). Ces gens n'étaient forcément des modèles d'humanisme ni d'humanité, mais au moins on

peut présumer qu'ils savaient de quoi ils parlaient. En outre, leur existence sociale dépendait de l'existence d'une industrie forte et de la pérennité des orientations stratégiques de l'État. L'orientation vers les services et le commerce au détriment de l'industrie date de Giscard d'Estaing, grand européiste. Elle sera poursuivie par Mitterrand, en dépit de velléités contraires entre 1981 et 1983 et par tous les gouvernements successifs depuis. Macron n'est que l'aboutissement d'un héritage particulièrement lourd.

La délocalisation massive de la production vers les pays à bas coûts de main-d'œuvre se projette dans l'ensemble du corps social. Les ouvriers et les techniciens de l'industrie ont vu leurs effectifs fondre. Des pans entiers de l'industrie (textile, sidérurgie, électroménager) ont quasiment disparu. Les automobiles « françaises » sont massivement fabriquées en dehors de nos frontières, notamment pour les petites citadines et gammes moyennes sur lesquelles la marge de profit est plus faible quand elles restent fabriquées en France. Est apparue une nouvelle classe moyenne supérieure de managers, commerciaux, communicants, DRH, etc. dont les compétences techniques et scientifiques sont nettement moindres, mais dont l'arrogance surpasse bien vite les pires des anciens élèves de l'X. Cette classe moyenne supérieure mène une vie aisée. Ses enfants trustent les bonnes écoles. Elle parle systématiquement une langue qui mélange des restes de français avec le globish. Elle comporte plusieurs millions d'individus. Certains sont directement des profiteurs de ce nouveau système et beaucoup d'autres sont seulement des aspirants, mais qui veulent y croire parce qu'ils pensent qu'ils le valent bien. Cette classe supérieure (entre la moyenne supérieure et la vraiment supérieure) est généralement "progressiste" : elle aime le "high tech", les voyages, la communication et ne souhaite pas trop s'encombrer de restrictions. Elle est aussi souvent sympathisante de la cause animale, et elle est favorable au multiculturalisme avec d'autant plus de ferveur qu'elle vit dans ses propres quartiers, notamment les centres-villes "gentrifiés". Point commun : la haine des "gilets jaunes", ces ploucs qui fument et roulent au gazole, comme l'avait dit un certain ancien ministre, le sieur Benjamin Grivaux, disparu prématurément de la scène politique pour avoir voulu faire concurrence à Rocco Siffredi...

Des sociologues comme Christophe Guilluy ou des politologues comme Jérôme Sainte-Marie ont commencé d'analyser ces transformations sociales, mais c'est un travail qu'il faudrait poursuivre afin d'en comprendre toutes les implications.

L'éducation nouvelle et la fin de la culture générale

La culture générale a toujours eu pour finalité la formation intellectuelle des classes dominantes. De Gaulle le disait clairement : "La véritable école du commandement est la culture générale. Par elle, la pensée est mise à même de s'exercer avec ordre, de discerner dans les choses l'essentiel de l'accessoire (...) de s'élever à ce degré où les ensembles apparaissent sans préjudice des nuances. Pas un illustre capitaine qui n'eût le goût et le sentiment du patrimoine et de l'esprit humain. Au fond des victoires d'Alexandre, on retrouve toujours Aristote." Tout est dit ! C'est pour cette raison que le mouvement ouvrier traditionnel a toujours revendiqué pour les prolétaires l'accès à cette "école du commandement". Dans les écoles de formation des partis "marxistes" on faisait lire Marx et Engels, mais aussi Balzac et Hugo. On y vénérât l'histoire autant que la poésie.

À partir du moment où le gouvernement cède la place à la gouvernance, où la communication envahit tout le champ public autant que privé — ce qui commence au début du XXI^e siècle — la culture générale authentique n'est plus d'aucune utilité. Symbolique : la suppression de l'épreuve de culture générale à l'entrée de Sciences Po Paris — une école "prestigieuse" qui depuis longtemps n'était le plus souvent que "science pipeau". La politique n'a plus besoin de culture, comme la direction de l'industrie n'a plus besoin d'ingénieurs. Une classe dirigeante cultivée peut être aussi cruelle et cynique qu'une classe dirigeante inculte — si la culture avait un rapport quelconque avec le bien, on le saurait. Mais une classe dirigeante inculte n'a aucun sens des perspectives d'avenir, y compris de son propre avenir. L'enseignement des vertus ayant complètement disparu, il ne peut plus en émerger quelque grand homme, quelque visionnaire.

Toutes les "réformes" de l'école depuis 1968 ont eu comme principale finalité l'abaissement du contenu

des disciplines enseignées, entraînant l'indifférence croissante à l'idée de vérité objective. Tout bon communicant le sait : la vérité n'existe pas, elle n'est que ce que l'on parvient à faire croire. La pédagogie n'est rien d'autre qu'une technique de persuasion. L'idée n'est pas neuve. Elle est propre au système totalitaire, ainsi que l'a bien montré Hannah Arendt — on peut lire avec profit son livre sur *Du mensonge à la violence*. La fin de la culture générale implique également la fin du rapport au passé. Ce qui est inscrit d'une manière ou d'une autre dans l'idéologie du "progressisme" s'impose avec d'autant plus de perfidie qu'on multiplie les commémorations qui n'ont pas d'autre fin que de réécrire le passé, comme le fait Winston dans *1984*.

L'élite gouvernante réunie derrière la figure de Macron — on a maintes fois raconté comment Macron a été choisi par l'élite tant étatique (inspection des finances) que capitaliste — est à la fois inculte (il suffit d'avoir entendu Macron essayer de s'élever spirituellement pour comprendre pourquoi il n'a pas passé l'agrégation de philosophie) et douée pour le baratin. Ils font tous inmanquablement penser à un vendeur de voitures d'occasion, ce qui est un peu injuste pour les vendeurs de voitures d'occasion. Dans l'attitude de ces gens dans la crise du coronavirus il y a une part d'affolement devant une situation qui les dépasse, parce qu'il faut faire autre chose que de la communication et que les manuels de résolution de problèmes n'indiquent pas la procédure à suivre.

Ce qui atteint les classes dominantes rejaillit sur les classes dominées. On le sait depuis longtemps, ce sont souvent les intellectuels issus des classes dominantes qui ont apporté leurs armes aux dominés. Marx et Engels n'étaient pas des gros producteurs de plus-value ! Au lieu de ces mouvements des classes dominantes vers les classes populaires, nous avons aujourd'hui une "rébellion" organisée, patronnée, financée par les grands capitalistes qui y voient une opportunité commerciale autant qu'une idéologie parfaitement adéquate à leur monde, les mouvements "anti-discrimination" de tous les cinglés de la Terre, féministe 2.0, LGBTQ+++ , décoloniaux de tous poils et amis des islamistes qui trustent les postes à l'Université, organisent les colloques les plus déments sur fonds publics et organisent la chasse aux sorcières contre ceux qui gardent un peu de bon sens.

La destruction du sens moral

Ce qui a disparu, ainsi que l'a très bien montré Diego Fusaro, c'est la "conscience malheureuse", c'est-à-dire l'existence au sein de la classe dominante de la conscience de la contradiction entre les idéaux intellectuels et moraux au nom desquels elle a instauré sa domination (liberté, égalité, fraternité) et la réalité de cette domination. Tous ces ressorts de la vie sociale qui expriment la "force de la morale" [1] ont été progressivement supprimés. Entre un moralisme puritain et anxiogène et la destruction du "Surmoi" (au sens freudien), on aurait dû trouver une juste mesure. La critique du moralisme s'est transformée en critique de la morale et en apologie du "style décomplexé". Sarkozy avait fait l'éloge de la "droite décomplexée". Que veut dire "être décomplexé" ? C'est assez simple : mentir sans même avoir honte quand on se fait prendre la main dans le sac, n'avoir aucune compassion réelle pour les plus faibles, sauf, si c'est utile de manifester une compassion feinte qui n'entraîne aucune action, mépriser ceux qui se trouvent plus bas dans l'échelle sociale (les fameuses "gens qui ne sont rien"), et plus généralement refuser toute contrainte d'ordre moral et considérer que la réussite en termes d'argent est le seul critère qui vaille. Dans un tel monde, la corruption et les passe-droits sont normaux. Un Benalla est protégé et peut faire ce qu'il veut. Les titulaires de fonctions politiques se considèrent comme les propriétaires des lieux qu'ils occupent — voir le couple Macron à l'Élysée. Cette pourriture se propage de haut en bas — la soumission totale ou presque de la magistrature au pouvoir exécutif en est un exemple. "Le poisson pourrit par la tête" dit un proverbe.

Certes, rien de tout cela n'est vraiment neuf. Les scandales émaillent la vie de toutes les républiques. Mais ce qui est nouveau, c'est qu'il n'y a même plus de scandale. L'immoralisme a pignon sur rue et ceux qui invoquent la morale ne sont plus craints, mais traités comme des niais incurables, reliquats du "monde d'avant". On a légalisé l'euthanasie obligatoire pendant cette crise sanitaire sans qu'il y ait le moindre débat et sans qu'on entende la moindre protestation. La vie humaine a un coût, n'est-ce pas. Et si cela passe aussi facilement, c'est que les esprits sont préparés depuis longtemps, parce que, depuis longtemps,

règne le “tout est possible” — un slogan dont Hannah Arendt avait montré qu’il est un des slogans du système totalitaire.

Tous les pays d’Europe ne sont pas également atteints par ce mal qui décompose les élites françaises. Le contrôle de la morale publique reste assez fort dans les pays protestants d’Europe du Nord. Plus généralement, le parlementarisme aide à réfréner les délires des puissants, y compris dans un pays où la corruption est endémique comme l’Italie. La France qui se pensa jadis comme le phare intellectuel et politique de l’Europe, est aujourd’hui dans la pire des situations. “Ma France”, celle de Jean Ferrat peine à survivre sous le tas de fumier de la caste. Pourtant, il reste un peu d’optimisme. Emmanuel Todd dit les choses à sa manière : les classes supérieures ont bloqué l’ascenseur social, donc les meilleurs éléments des classes populaires restent “en bas” et donc logiquement la bêtise se concentre en haut ! Voilà où est l’espoir.

Le 5 avril 2020 — Denis COLLIN

—

P.-S.

En quelques semaines, les sommités du monde médical ont détruit l’idée d’éthique médicale et ravagé la confiance nécessaire des patients envers leur médecin. Depuis le début de la crise, le conseil scientifique du gouvernement, avec en première ligne le président du conseil national consultatif d’éthique, a approuvé ou même proposé toutes les palinodies du gouvernement : le masque, ça sert à rien, pas besoin de masque, le test, c’est inutile (“on a une autre stratégie’ !), le traitement à l’hydroxychloroquine, c’est une fausse nouvelle, etc. Chacun de ces mensonges a été suivi de nouveaux mensonges (on a menti sur les masques pour obliger les Français à se laver les mains dit un député LREM, médecin par ailleurs). Dans un mois, quand le pays sera complètement à genoux, ils feront - peut-être - des tests et Raoult donnera le “la”, lui ou un autre. Mais le mal est fait.

Tous ces gens - le conseil scientifique (sic) de Macron et ceux qui l’ont soutenu (notamment les médecins stipendiés par les labos) se sont torché le derrière avec le serment d’Hippocrate. Ils révèlent ainsi la pourriture profonde des élites de ce pays, non seulement des élites politiques (on le savait) mais aussi des élites intellectuelles et scientifiques. Il faut garder cela en mémoire pour essayer d’entrevoir ce qui nous attend.. La clique macroniste n’est que la mousse à la surface de la caste qui a fait main basse sur la France.

Notes

[1] Voir *La force de la morale* par Denis Collin et Marie-Pierre Frondziak, à paraître à l’automne 2020 aux éditions « Rouge et Noir ».